

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 32103C du rôle
Inscrit le 25 février 2013

Audience publique du 13 juin 2013

**Appel formé par Monsieur, ...
contre un jugement du tribunal administratif
du 14 janvier 2013 (n° 29704 du rôle)
en présence de Monsieur, ...
en matière de nomination**

Vu l'acte d'appel, inscrit sous le numéro 32103C du rôle et déposé au greffe de la Cour administrative le 25 février 2013 par Maître Jean-Marie BAULER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, ingénieur première classe, chef du service de la conservation de la nature auprès de l'administration de la Nature et des Forêts, demeurant à ... , dirigé contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 14 janvier 2013 (n° 29704 du rôle), ayant rejeté son recours contentieux tendant à la réformation sinon à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du 23 octobre 2011 portant nomination de Monsieur comme directeur-adjoint auprès de l'administration de la Nature et des Forêts pour une durée de 7 ans avec effet au 1^{er} novembre 2011, ainsi que d'une décision implicite de refus de nomination de l'appelant audit poste ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Cathérine NILLES, en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO, les deux demeurant à Luxembourg, du 6 mars 2013 portant signification de cette requête d'appel à Monsieur, demeurant à ... ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 25 mars 2013 par Maître Patrick KINSCH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 29 avril 2013 par Maître Jean-Marie BAULER au nom de Monsieur ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maîtres Jean-Marie BAULER et Patrick KINSCH en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 6 juin 2013.

Monsieur, titulaire d'un diplôme d'ingénieur forestier de la section sylviculture délivré par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich en date du 8 novembre 1978, fut admis au stage d'ingénieur auprès de l'administration des Eaux et Forêts par arrêté ministériel du 19 juin 1981.

Par arrêtés grand-ducaux respectivement des 1^{er} novembre 1986, 30 juillet 1987 et 22 septembre 1989, Monsieur ... fut nommé successivement aux postes respectifs d'ingénieur-inspecteur, d'ingénieur principal et d'ingénieur chef de division auprès de l'administration des Eaux et Forêts.

Par arrêté grand-ducal du 21 mars 1991, il fut affecté en sa qualité d'ingénieur chef de division auprès de l'administration des Eaux et Forêts au poste de chef d'arrondissement de la conservation de la nature Sud.

Par arrêté grand-ducal du 22 décembre 1992, Monsieur ... fut nommé au poste de l'ingénieur première classe auprès de l'administration des Eaux et Forêts avec effet au 1^{er} janvier 1993 et par arrêté grand-ducal du 9 novembre 2001, il fut affecté au poste de chef de service de la conservation de la nature.

Par arrêté ministériel du 8 octobre 2007, il accéda au grade de substitution prévu pour sa carrière avec effet au 1^{er} novembre 2007.

Suite à une information du 22 août 2011 du directeur de l'Administration de la Nature et des Forêts (ANF) aux membres de la carrière supérieure de ladite administration relative à la vacance du deuxième poste de directeur-adjoint de l'administration, Monsieur ... soumit le 26 août 2011 sa candidature pour ledit poste vacant.

Par arrêté grand-ducal du 23 octobre 2011, Monsieur ... fut nommé au poste de directeur-adjoint de l'ANF pour une durée de 7 ans avec effet au 1^{er} novembre 2011. Cet arrêté est libellé comme suit :

« Vu la loi du 5 juin 2009 portant création de l'administration de la nature et des forêts ;

Vu la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée ;

Vu la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée ;

Vu les candidatures de Messieurs, ... et au poste de directeur-adjoint de l'administration de la nature et des forêts ;

Vu l'énoncé des missions de l'administration de la nature et des forêts telles que définies par l'article 2. en particulier son tiret premier, de la loi du 5 juin 2009 portant création de l'administration de la nature et des forêts ;

Vu l'énoncé des missions du directeur-adjoint telles que définies à l'article 5 alinéa 3 de la loi du 5 juin 2009 portant création de l'administration de la nature et des forêts ;

Considérant que Monsieur peut se prévaloir d'une maîtrise en biologie ;

que cette formation spécifique constitue une plus-value certaine pour la gestion des dossiers liés à la définition et à la gestion de zones protégées tant communautaires que nationales ;

qu'au vu de la grande importance qu'il accorde aux zones protégées en question, le ministère entend renforcer les compétences dont dispose actuellement en la matière l'Administration de la nature et des forêts, et ce au niveau supérieur de son hiérarchie ;

que depuis son entrée en service auprès de l'Etat il a démontré ses capacités professionnelles dans le domaine de la protection de la nature et ceci en étroite collaboration avec la direction de l'administration de la nature et des forêts ainsi que les arrondissements régionaux ;

qu'il dispose d'une large expérience au niveau des dossiers européens et internationaux ;

qu'il s'est distingué par sa faculté de coordinateur et de communicateur aussi bien en interne qu'avec des agents externes ;

Considérant que pour les motifs précités, la candidature de Monsieur pour le poste de directeur-adjoint de l'administration de la nature et des forêts est à préférer aux deux autres candidatures ;

Sur proposition de Notre Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

ARRETONS:

Art.1er.- *Monsieur, attaché de gouvernement 1^{er} en rang auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures est nommé directeur-adjoint auprès de l'Administration de la nature et des forêts pour une durée de sept ans avec effet au 1^{er} novembre 2011.*

Art.2.- *Les deux autres candidats ayant présenté des candidatures recevables au poste de directeur-adjoint de l'Administration de la nature et des forêts seront valablement informés de la présente décision.*

Art. 3.- Notre Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures est chargé de l'exécution du présent arrêté ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 11 janvier 2012, Monsieur ... fit introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation dudit arrêté grand-ducal du 23 octobre 2011.

Par jugement du 14 janvier 2013 (n° 29704 du rôle), le tribunal administratif se déclara incompétent pour connaître du recours en réformation, reçut le recours en annulation pour le surplus, au fond, le déclara non justifié et en débouta Monsieur ..., rejeta encore la demande en allocation d'une indemnité de procédure formulée par celui-ci, tout en le condamnant aux frais de l'instance.

Le tribunal releva que le pouvoir de nomination au poste de directeur-adjoint de l'ANF appartient au Grand-Duc et que ce pouvoir de nomination grand-ducal comporte également celui de ne pas nommer, de sorte que le Grand-Duc avait compétence pour rejeter la candidature de Monsieur Il retint encore, pour l'hypothèse de plusieurs candidatures, que la nomination d'un des candidats entraîne implicitement mais nécessairement le refus de nomination des autres candidats non retenus, sans qu'il faille procéder à l'élaboration d'arrêtés de refus de nomination spécifiques. Sur ce, il constata que l'arrêté grand-ducal portant nomination de Monsieur ... au poste de directeur-adjoint de l'ANF énumérait expressément les trois candidats pour ledit poste, dont notamment Monsieur ... et ordonnait de valablement informer les candidats évincés, de sorte que l'arrêté grand-ducal de nomination de Monsieur ... renfermait également une décision implicite de refus de nomination du demandeur émanant directement du Grand-Duc.

Le tribunal rejeta ensuite le moyen tiré d'une prétendue violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après « *le règlement grand-ducal du 8 juin 1979* ». Pour ce faire, il constata que l'arrêté grand-ducal déféré indiquait tant les circonstances de fait que la cause juridique à sa base, en se référant, d'une part, aux qualités de Monsieur ... et, d'autre part, aux dispositions de la loi du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la Nature et des Forêts, ci-après « *la loi du 5 juin 2009* », de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat et de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat, ci-après « *la loi du 9 décembre 2005* ». Partant, indépendamment de toute considération quant au bien-fondé de l'argumentation avancée, le tribunal retint que tant l'arrêté grand-ducal que la décision implicite de refus de nomination en découlant indiquaient les circonstances de fait et la cause juridique à leur base et étaient de ce fait motivés à suffisance au sens de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, ce d'autant plus que le délégué du gouvernement avait encore utilement complété la motivation au cours de l'instance contentieuse.

Quant à la légalité des décisions déferées, le tribunal nota en premier lieu que le poste vacant à pourvoir de directeur-adjoint de l'ANF constitue une fonction dirigeante au sens de l'article 1^{er} de la loi du 9 décembre 2005 et que d'après l'article 2, point 5, de la même loi, il n'existait aucun critère de sélection légal à prendre en considération pour ce poste, les nominations s'effectuant en dehors des conditions d'examen-concours, de stage et d'examen de fin de stage, ainsi que des autres conditions spéciales prévues par les lois et règlements applicables aux carrières pertinentes.

Sur ce, le tribunal rappela qu'en l'absence de critères de sélection basés notamment sur l'ancienneté, l'autorité de nomination était en principe libre de choisir le candidat qui lui convenait le mieux pour le poste à pourvoir. D'après les premiers juges, si le droit de l'administration de choisir le personnel qui, à ses yeux, remplit le mieux ses besoins, était discrétionnaire, son exercice n'était pas pour autant soustrait à tout contrôle juridictionnel dans le sens que sous peine de consacrer un pouvoir arbitraire, le juge administratif, saisi d'un recours en annulation, devait se livrer à l'examen de l'existence et de l'exactitude des faits matériels qui sont à la base de la décision attaquée et vérifier si les motifs dûment établis sont de nature à motiver légalement la décision attaquée, sans que ce contrôle juridictionnel propre à un recours en annulation ne puisse pour autant aboutir à priver l'autorité administrative de son pouvoir d'appréciation. Ainsi, si cette vérification pouvait s'étendre, le cas échéant, au caractère proportionnel de la mesure prise par rapport aux faits établis, elle ne pouvait cependant porter à conséquence que dans l'hypothèse où une flagrante disproportion des moyens laissait entrevoir un usage excessif du pouvoir par l'autorité ayant pris la décision, voire un détournement du même pouvoir par cette autorité.

Il nota ensuite que le critère de sélection avancé à la base de l'arrêté grand-ducal de nomination de Monsieur ..., étayé en cours d'instance contentieuse, se résumait à l'intérêt du service et plus précisément à la considération qu'au vu des missions de l'ANF et de celles du directeur-adjoint au sein de ladite administration, et eu égard à la qualification et à la formation spécifique de Monsieur ..., à la grande importance accordée par celui-ci aux zones protégées tant communautaires que nationales, à ses capacités professionnelles dans le domaine de la protection de la nature, à sa large expérience au niveau des dossiers européens et internationaux et au fait qu'il s'était distingué par sa faculté de coordinateur et de communicateur aussi bien dans le cadre de l'organisation interne qu'avec des agents externes, la candidature de celui-ci pour le poste de directeur-adjoint de l'ANF était à préférer à celle des deux autres candidats, étant encore noté qu'en raison de l'esprit d'initiative très apprécié et de l'aisance de communication de Monsieur ..., il avait été jugé que sa nomination pouvait apporter un surcroît de dynamisme à ladite administration.

Sur ce, le tribunal constata que l'existence et l'exactitude des faits à la base de l'arrêté grand-ducal litigieux n'avaient pas été mises en question, Monsieur ... se limitant à argumenter que l'administration aurait été mieux servie s'il avait lui-même été nommé au poste litigieux, tout en retenant qu'en prenant en compte tant la formation et les capacités professionnelles de Monsieur ... que les qualités de ce dernier en ce qui concerne notamment la coordination et la communication, tant au niveau interne de

l'administration que dans les rapports externes de l'administration, et en préférant une approche dynamique et innovatrice par rapport à une approche plus traditionnelle, l'autorité de nomination avait basé sa décision sur des éléments objectivement retraçables et bénéfiques à l'administration. Ainsi, d'après les premiers juges, au vu, d'une part, des missions de l'ANF, consistant notamment en la protection de la nature, des ressources naturelles, de la biodiversité biologique et des paysages et, d'autre part, des missions du directeur-adjoint de ladite administration, consistant notamment dans la coordination et le contrôle des activités des différentes divisions de l'administration, il paraissait objectivement justifié de considérer comme un avantage que le candidat au poste de directeur-adjoint de ladite administration soit titulaire d'une maîtrise en biologie, qu'il dispose d'une certaine aisance au niveau de la coordination de services et de la communication avec les agents composant les services, mais aussi avec les interlocuteurs externes à l'ANF, et qu'il ait fait preuve d'un esprit d'initiative dans son travail, quitte à ce qu'il avait moins d'expérience professionnelle que le candidat faisant état d'une plus grande ancienneté.

Le tribunal arriva dès lors à la conclusion que l'autorité de nomination avait valablement procédé à la nomination de Monsieur ... au poste de directeur adjoint de l'ANF, sans commettre une erreur manifeste d'appréciation et rejeta partant le recours de Monsieur ... comme non fondé.

Par requête déposée le 25 février 2013 au greffe de la Cour administrative, Monsieur ... a régulièrement relevé appel du jugement du 14 janvier 2013.

A l'audience des plaidoiries, la Cour a soulevé d'office la question de l'admissibilité du mémoire en réplique déposé par Maître Jean-Marie BAULER au nom de Monsieur ... le 29 avril 2013, suite au mémoire étatique formé le 25 mars 2013 et notifié le lendemain.

En effet, la question de la fourniture des mémoires dans les délais impartis et suivant le nombre prévu par la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives touche à l'organisation juridictionnelle et est par voie de conséquence d'ordre public. Elle doit être soulevée d'office par la juridiction, à défaut de l'être à travers l'un des moyens des parties (cf. Cour adm. 2 décembre 2004, n° 18206C du rôle, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 662 et autres références y citées).

L'article 46 de la loi précitée du 21 juin 1999 prévoit en ses paragraphes 1^{er}, 2 et 3 que :

« (1) La partie intimée et le tiers intéressé sont tenus de fournir leur réponse dans le délai d'un mois à dater de la signification de la requête d'appel.

(2) L'appelant peut fournir une réplique dans le mois de la notification de chaque réponse; la partie intimée et le tiers intéressé sont admis à leur tour à dupliquer dans le mois.

(3) Les délais qui sont prévus aux paragraphes 1^{er} et 2 ci-dessus sont fixés à peine de forclusion. Ils ne sont pas susceptibles d'augmentation en raison de la distance. Ils sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 septembre ».

Cependant, il y a lieu d'interpréter le délai de réplique d'un mois prévu par l'article 46 (2) de la loi précitée du 21 juin 1999 comme devant s'entendre par rapport à la communication de la dernière réponse utilement fournie en cause, sinon au plus tard à compter de l'expiration du délai utile pour déposer un mémoire en réponse, étant entendu que la cristallisation de ce délai est nécessairement connue par la partie appelante dès la signification respectivement la notification effectuée de la requête d'appel aux parties intimées et tierces intéressées (cf. Cour adm. 19 janvier 2012, n° 28903C du rôle, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 683 et autre référence y citée).

Or, il s'avère que dans le cas d'espèce, la requête d'appel a été signifiée à Monsieur ... le 6 mars 2013, de sorte que le dernier délai utile pour celui-ci de déposer une réponse a été le lundi 8 avril 2013, le 6 avril ayant été un samedi.

Partant, le délai de réplique d'un mois dans le chef de Monsieur ... n'a expiré que le 8 mai 2013 et son mémoire en réplique déposé le 29 avril 2013 est recevable *rationae temporis* pour avoir été déposé dans le délai d'un mois à partir du dernier délai utile pour les autres parties présentes en première instance de pouvoir déposer un mémoire en réponse.

L'appelant relève en premier lieu que le jugement entrepris ne répondrait nullement à son interrogation si sa candidature avait été concrètement et formellement soumise au Grand-Duc et qu'à défaut d'existence matérielle d'une décision de refus motivée un doute persisterait quant à l'autorité ayant pris la décision implicite de refus le concernant.

Ledit reproche laisse cependant d'être fondé.

En effet, il se dégage du dossier que l'arrêté de nomination litigieux mentionne expressément les noms des trois candidats pour le poste litigieux et arrive à la conclusion que « *la candidature de Monsieur ... pour le poste de directeur-adjoint de l'administration de la nature et des forêts est à préférer aux deux autres candidatures* », tout en prenant soin de préciser que les deux autres candidats seront informés de la décision de nomination prise. Partant, l'arrêté grand-ducal de nomination de Monsieur ... véhicule de manière claire le refus de nommer Monsieur ... au poste brigué, seul un poste de directeur adjoint auprès de l'ANF ayant été déclaré vacant.

L'appelant réitère ensuite son moyen de première instance tiré d'une violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 en ce que l'exposé sommaire des circonstances de fait et de la cause juridique dans l'arrêté grand-ducal de nomination de Monsieur ... ne constituerait pas une motivation suffisante de la décision implicite de refus le concernant. Il critique en outre le fait que la partie étatique a pu compléter sa motivation au cours de l'instance contentieuse, pratique qui poserait « *la question de l'égalité des armes et des droits de la défense* ».

C'est cependant à juste titre que la partie étatique rétorque que l'arrêté grand-ducal du 23 octobre 2011 est motivé de manière spécifique par rapport aux circonstances de l'espèce en indiquant les mérites particuliers de la candidature de Monsieur ... par rapport aux deux autres candidatures écartées.

Pour le surplus, concernant le reproche visant la motivation complémentaire apportée par l'administration en cours de procédure contentieuse, il convient de rappeler qu'en principe l'indication par la partie publique, au-delà de la phase administrative non contentieuse, de motifs non invoqués jusque lors est admissible, même en instance d'appel, à condition que ces motifs soient vérifiés comme ayant existé au moment de la prise de la décision déferée au fond (cf. Cour adm. 20 décembre 2007, n° 22976C du rôle, Pas. adm. 2012, V° Procédure administrative non contentieuse, n° 78).

Il s'ensuit que le moyen de l'appelant tiré d'une motivation insuffisante à la base des décisions déferées est à écarter.

Quant au bien-fondé de l'arrêté grand-ducal du 23 octobre 2011 et de la décision implicite en découlant dans son chef, Monsieur ... signale que le poste de directeur-adjoint de l'ANF aurait toujours été attribué suivant le principe de l'ancienneté et qu'il aurait les meilleures qualités et capacités pour servir au mieux l'intérêt du service. Partant, l'arrêté de nomination litigieux violerait, d'une part, le principe de confiance légitime et, d'autre part, le principe de proportionnalité. Dans ce contexte, il relève que l'article 5 de la loi du 5 juin 2009 fait expressément référence à l'ancienneté en tant que critère déterminant pour assumer les prérogatives du directeur de l'ANF en cas de carence de ce dernier, circonstance qui devrait être prise en compte au niveau de la pertinence des candidatures au moment de la nomination à un des deux postes de directeur-adjoint de l'ANF. Partant, si l'expérience est fondamentale pour assumer les fonctions de directeur de l'ANF, cette expérience, aux yeux de l'appelant, serait le critère décisif pour assumer les fonctions de directeur-adjoint assistant le premier « *dans l'accomplissement de sa tâche* ».

Pour le surplus, Monsieur ... conteste le fait que son expérience de plus de 30 ans figerait sa vision et l'évolution du service dans une approche moins dynamique et moins novatrice, argumentation qui relèverait manifestement d'une discrimination fondée sur l'âge. Bien au contraire, l'ancienneté, de manière rationnelle et objective, serait un atout pour les postes dits « *à responsabilité* ». Plus particulièrement, il aurait travaillé pendant plus de 30 ans auprès de l'administration concernée, disposerait de tous les diplômes et de l'expérience requise et ses promotions et responsabilités en tant que chef de service démontreraient son dynamisme, ses compétences, ses qualités de supérieur et sa faculté de coordinateur et de communicateur. Aux yeux de l'appelant, les critères nouveaux du « *dynamisme* » et de l'« *aisance à communiquer* », que remplirait apparemment Monsieur ..., seraient des critères bien plus subjectifs que ceux de l'ancienneté et de l'expérience. Si Monsieur ... avait fait ses preuves auprès du ministère du Développement durable et des Infrastructures depuis 2005, cela n'enlèverait rien à ses propres compétences pour le poste de directeur-adjoint auprès de l'ANF et il y aurait lieu de penser que la nomination

de Monsieur ... ressemble d'avantage à un « *parachutage* » ou à du « *clientélisme* » plutôt qu'à une promotion au mérite.

C'est tout d'abord à bon droit que les premiers juges ont constaté que le poste vacant à pourvoir de directeur-adjoint de l'ANF constitue une fonction dirigeante au sens de l'article 1^{er} de la loi du 9 décembre 2005 et que d'après l'article 2, point 5, de la même loi, il n'existe aucun critère de sélection légal à prendre en considération pour ce poste, les nominations s'effectuant en dehors des conditions d'examen-concours, de stage et d'examen de fin de stage, ainsi que des autres conditions spéciales prévues par les lois et règlements applicables aux carrières, de sorte que l'autorité de nomination est en principe libre de choisir le candidat qu'elle juge le plus apte pour le poste à pourvoir.

L'appelant ne saurait dès lors argumenter que l'autorité de nomination, en ayant apparemment appliqué dans le passé le principe de l'ancienneté pour le poste litigieux, avait déjà créé à son profit une situation administrative acquise et réellement reconnue ou créé un droit subjectif dans son chef. En effet, retenir dans l'hypothèse d'espèce une violation du principe de légitime confiance serait contraire aux dispositions légales applicables et notamment à la liberté de choix dont bénéficie l'autorité de nomination en la matière.

Il s'ensuit que le moyen tiré d'une prétendue violation du principe de la confiance légitime est à abjurer.

Si le droit de l'administration d'apprécier l'existence et l'étendue des besoins du service, ainsi que de choisir le personnel qui, à ses yeux, remplit le mieux ces besoins, est discrétionnaire en l'absence de critères légaux et réglementaires existant en la matière, son exercice n'est pas pour autant soustrait à tout contrôle juridictionnel en ce sens que sous peine de consacrer un pouvoir arbitraire, le juge administratif, saisi d'un recours en annulation, doit se livrer à l'examen de l'existence et de l'exactitude des faits matériels qui sont à la base de la décision attaquée et vérifier si les motifs dûment établis sont de nature à motiver légalement la décision attaquée (cf. Cour adm. 7 octobre 2003, n° 16642C du rôle, Pas. adm. 2012, V° Recours en annulation, n° 37 et autres références y citées).

Dans ce contexte, c'est à juste titre que les premiers juges ont noté que l'existence et l'exactitude des faits à la base de l'arrêté grand-ducal de nomination de Monsieur ..., et plus précisément sa formation et les mérites mis en avant dans ledit arrêté grand-ducal, n'ont pas été remis en cause par l'appelant, ce dernier se contentant d'affirmer que le poste de directeur adjoint de l'ANF aurait toujours été attribué suivant le principe de l'ancienneté et qu'il aurait partant les meilleures qualités et capacités pour servir au mieux l'intérêt du service.

Pour le surplus, il convient de rappeler qu'au niveau de l'application du droit aux éléments de fait, le juge de l'annulation vérifie encore s'il n'en est résulté aucune erreur d'appréciation se résolvant en dépassement de la marge d'appréciation de l'auteur de la décision querellée. - Le contrôle de légalité à exercer par le juge de l'annulation n'est pas incompatible avec le pouvoir d'appréciation de l'auteur de la décision qui dispose d'une

marge d'appréciation. Ce n'est que si cette marge a été dépassée que la décision prise encourt l'annulation pour erreur d'appréciation. Ce dépassement peut notamment consister dans une disproportion dans l'application de la règle de droit aux éléments de fait. Le contrôle de légalité du juge de l'annulation s'analyse alors en contrôle de proportionnalité (cf. Cour adm. 9 décembre 2010, n° 27018C du rôle, Pas. adm. 2012, V° Recours en annulation, n° 34 et autres références y citées).

Or, Monsieur ... ne fait valoir aucun argument pertinent mettant en cause l'exercice du pouvoir d'appréciation de l'autorité de nomination pour le poste de directeur-adjoint auprès de l'ANF, outre l'ancienneté invoquée à tort. En effet, dans l'arrêté grand-ducal litigieux, l'autorité de nomination justifie la nomination de Monsieur ... par une multitude d'arguments, non utilement remis en cause, ayant trait notamment à sa formation universitaire, à ses capacités professionnelles dans le domaine de la protection de la nature, à son expérience professionnelle au niveau des dossiers européens et internationaux, ainsi qu'à sa faculté de coordinateur et de communication aussi bien en interne qu'avec des agents externes.

Il s'ensuit que l'autorité de nomination, en ne donnant pas une priorité absolue au candidat le plus ancien en rang, mais en optant pour une approche plus nuancée se basant sur les qualités subjectives des candidatures lui présentées, n'a pas dépassé sa marge d'appréciation en nommant Monsieur ... au deuxième poste de directeur adjoint de l'ANF.

Il suit de l'ensemble des développements qui précèdent que l'appel laisse d'être fondé en chacun de ses volets et que le jugement dont appel est à confirmer dans toute sa teneur, y compris en ce qu'il a débouté Monsieur ... de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure pour la première instance.

Eu égard à l'issue du litige, il y a également lieu de rejeter la demande en allocation d'une indemnité de procédure formée par l'appelant pour l'instance d'appel.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit l'appel du 25 février 2013 en la forme ;

au fond, le dit non justifié ;

partant, en déboute l'appelant ;

confirme le jugement entrepris ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure formulée par Monsieur pour l'instance d'appel ;

condamne Monsieur aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, vice-président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en-tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. DELAPORTE